L'ABEILLE.

PARAISSANT ET PUBLIÉ TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que TUNIAN soit consommé."

LUNDI MATIN, 13 OCTOBRE 1834.

INTERIEUR.

NLLE-ORLEANS, 13 oct. 1834.

Nous n'avons rien reçu de nouveau par le dernier courrier. Les dates de New-York, via Charleston, sont du 27.

DE PONGENS PAS NOTRE TALENT,

En vérité, le stratège du Conseil de Ville que nous publions aujourd'hui, est complet de chaque trop curieux pour que nous ne fassions pas quelques réflexions à ce sujet. Nous le donnons voulant, en dépit de la nature, faire de l'esprit; c'est un mérite qui n'est pas accordé à tout le monde; et il paraît que nous en sommes, la nature ne s'est pas montrée très libérale à notre égard. Nos lecteurs pourront s'en convaincre, en lisant la discussion qui s'est élevée en sujet d'une cloche à incendie. Soyons donc ce que nous sommes net, et ne nous avisons par de vouloir prendre des manières qui ne nous vont pas. Le bon Lafontaine était bien pénétré de cette vérité, quand il a composé la fable de l'âne et du chien.

Quand MM. les Aldermen pourront-ils donc se vanter qu'ils ont un rôle sérieux à remplir, et que des plaisanteries sans sel qui ne seraient supportables nulle part, sont tout-à-fait déplacées dans une assemblée qui représente les citoyens d'une ville qui a à cœur qu'on ait une idée un peu plus haute de ses mandataires?

LE MECHANT DE DOMINIQUE LE MAIRE N'EUT PARTIE DU BARREAU QUE PEUR DUR LUI.

La N.-Orléans n'était plus peuplée de quelques milliers d'habitans, mais était devenue par l'accroissement considérable de sa population, une ville qui demande pour être bien régie sous tous les rapports, que le chef de l'administration soit puissamment secondé dans l'accomplissement de ses fonctions, il nous semble que le Conseil de ville devrait nommer la nécessité de décharger le maire d'une partie de son travail pour ne lui laisser que le soin de l'administration, qui seule suffit pour occuper tous ses instants. Pour donner une idée de la charge qui pèse sur ce magistrat, charge qu'il lui est impossible de remplir convenablement, nous allons examiner une partie des obligations qui lui sont imposées, et après cela nous demanderons à tout homme capable d'apprécier un pareil travail, s'il croit qu'il soit possible à une seule personne d'entrer dans des détails si multipliés, sans négliger des choses essentielles au bien de la ville.

Que le maire soit le chef de la police, rien de mieux, si l'on entend par là, en diriger les ressorts, veiller à ce que tout soit dans l'ordre; mais exiger que ce fonctionnaire fasse lui-même la police, l'obliger à faire des rondes nocturnes, quand ces travaux pourraient être plus que suffisants pour l'accabler; c'est une exigence qui nous paraît déraisonnable. Sans doute le maire peut et doit, dans certains cas, s'assurer par lui-même, si la police est bien faite; voir si ses ordres sont exécutés ponctuellement; mais il ne peut être le jour en son bureau et la nuit dans les rues. Dans une ville de l'importance de la N.-Orléans, ne devrait-il pas exister un commissaire central de police, chargé de service que nous appelons actif? Ce commissaire veillerait spécialement à l'exécution des ordonnances de police, recevrait toutes les plaintes y relatives; serait son bureau où seraient commencés tous les différents pour être par lui interrogés; en un mot entretrait dans tous ces détails qui aujourd'hui concernent le maire en personne. Ce dernier serait bien assez de tirer tous les rapports de ce subordonné, de les examiner avec attention, et de les transmettre à qui de droit. Le maire ainsi déchargé de tous ces détails serait la latitude qui lui est nécessaire pour se livrer entièrement au travail que demande de telle haute administration. Mais tant que les choses resteront dans l'état actuel. Il n'y a pas lieu d'espérer que l'on obtienne les heureux résultats que l'on a droit d'attendre.

On se plaint continuellement que les commissaires de police ne remplissent pas leurs devoirs. Mais comment en serait-il autrement, quand il n'y a personne pour les surveiller? Veut-on que le maire soit continuellement à les épier? mais alors il cesse d'être maire; il n'est plus qu'un simple chef de police; or, on ne peut pas exiger de lui un pareil service. Cependant il est indispensable que ce travail soit fait par quelqu'un, il faut donc en charger un homme ad hoc.

Maintenant que nous croyons avoir prouvé jusqu'à l'évidence, que les charges imposées au maire sont au-dessus des forces d'un seul homme, et sont incompatibles avec les devoirs qui lui sont ordonnés comme administrateur de la commune, et que de plus nous avons montré l'avantage qu'il résulterait pour le bien de tous, si une partie des attributions du maire étaient confiées à un commissaire général de police, placé immédiatement sous ses ordres, il ne nous reste plus qu'à prier les membres du conseil de ville d'examiner cette question, qui demande de leur part une décision d'autant plus prompte, que, par ce moyen ils parviendront à réformer une quantité d'abus qui se conservent que quand on perd l'espérance de la cause qui les a fait naître et qui les entretient.

Une proposition a été soumise à l'attention du conseil de police de New-York, il y a quelques temps, à l'effet d'organiser une compagnie de cent Whachmens qui feront le service des différentes patrouilles de la ville. Ces hommes seront à cheval et leur costume ne diffère en rien de celui d'un simple citoyen, le sabre et le bâton exceptés. La ville doit être divisée en quatre districts et chacun d'eux recevra une compagnie de 25 cavaliers en addition de la garde à pied, les cavaliers parcourront les principales rues et veilles de leur district respectif, et devront se transporter partout où leur présence pourra être nécessaire.

Nous espérons que MM. les Aldermen à la Nlle.-Orléans jaloux du bien public, saisiront l'exemple qui nous est donné par la cité de Police de New-York.

AUX AMATEURS DE MUSIQUE.

Nous croyons rendre service aux personnes qui aiment la musique, en leur parlant des succès qu'ont obtenus les fameux Schoentin et Pierre Erard. leurs pianos et leurs pianos sont les instruments qu'on a admirés à la dernière exposition des produits de l'industrie française. La réputation de cet établissement est si bien connue dans le monde entier que nous nous dispenserions d'en parler à nos lecteurs, si nous n'avions à leur rappeler que ces fameux ont deux maisons également célèbres pour ces deux genres d'instrumens, l'une à Londres, l'autre à Paris.

La supériorité de celle de Londres, est établie par le seul fait que, facteurs de la reine d'Angleterre, leurs pianos font les honneurs des magnifiques concerts de Londres et de Bath et que les grands pianistes tels que Herz, Moscheles etc., n'en veulent plus d'autres que ceux-là pour se faire entendre en public.

Quant à celle de Paris, il nous suffira de dire que MM. Erard ont obtenu la première médaille d'or votée par le jury et que si Sébastien Erard a reçu, en 1827, la plus haute récompense accordée à l'industrie en France, la croix de la légion d'honneur, Pierre Erard en a été également décoré, en 1834. En un mot, leurs pianos l'ont emporté sur tous les autres pour la beauté de leurs sons, et pour la facilité du toucher. Le jury les a trouvés tellement supérieurs, qu'il en a fait servir un comme point de comparaison à plus de 30 pianos

LE DUEL, ENCORE LE DUEL.

Quand les peuples, abrutis et dégradés sous le joug des plus infâmes institutions et des lois les plus barbares, n'osent plus de justice à attendre, des tyrans qui les dominaient, un petit nombre d'hommes, susceptibles excités de quelques sentimens d'honneur pour laver des affronts dont ils connaissaient toute l'insuffisance, des lois à les venger, surent recourir à des combats singuliers, au duel. Cet inhumain et féroce usage de venger quelque fois si spécialement des outrages souvent imaginaires, était bien digne de naître au sein des hordes sauvages qui pillèrent la capitale du monde et qui en incendièrent ou détruisirent les monumens de moins ils pouvaient avoir quelques motifs d'excuse, en l'absence de toute autorité légale. Mais, cependant à il ne se perpétuer jusqu'à nous, et se maintenir au milieu de la brillante civilisation du dix huitième et du dix neuvième siècle? Tous les gouvernemens ont sévi contre le duel, et il brave encore toutes les lois et toutes les édits dirigés contre lui. La terrible révolution de 1789 qui a ébranlé toute l'Europe, qui a bouleversé les goûts et toutes les habitudes de la nation française n'a pu détruire cet usage abominable, digne héritage des siècles d'ignorance et de barbarie du moyen âge. Beaucoup de quelques-uns qui de nos contemporains, reclament tous les principes de la science, des progrès dans les rapports et les besoins qui lient l'homme à l'homme, semblaient devoir être conduits à traiter ce flagrant délit d'intolérable, d'intéressante question d'humanité, n'en prennent pas n'ont fait que l'effleurer. Tout le monde connaît que la fameuse lettre de Julie adressée par l'imparfaitement aux arguments de St. Preux; et ces deux heureux lient, d'ailleurs, à peu près tout ce que Rousseau a écrit sur le duel. Quant à Voltaire, entre matière n'était pas de sa compétence pour lui importait que les hommes se tuassent pour des sujets qui les déclarer avec des plaisanteries.

Choses étranges, et digne de remarque, les lettres classiques de la superstition, la Grèce et Rome, quelques belles qualités que faisaient les peuples qui les habitaient, et malgré la teinte de rudesse dont leur moralité était empreinte, ne contenaient jamais le duel; tandis que, au milieu de nous, la morale la plus épurée, les principes les plus humains et la religion la plus douce et la plus tolérante, généralement répandus, et servant de bases à nos sociétés modernes, n'ont pu réprimer ce coupable désir de vengeance auquel nous nous abandonnons. Sommes nous donc, malgré notre philosophie et nos grands principes d'humanité, plus cruels que les Grecs et les Romains? Non, sans doute, et ajoutons-le à la gloire de notre siècle, l'amour de la vengeance n'est plus le principal ressort qui perpétue le duel au milieu de nous, et qui le fera résister encore long temps à toutes les lois qu'on tentera pour le détruire. Quand nous disons que le duelliste le plus déterminé ne se bat que par peur; on nous taxera de folie, et l'on aura tort. Oui, c'est la peur, mais la peur du ridicule qui fait mettre le pistolet ou l'épée à la main; et tel homme qui serait assez fort du témoignage de sa conscience pour se rire des bravades d'un mauvais sujet, en pour mépriser les injures d'un tentat, ne l'est pas assez pour se résister à cette terrible peur du ridicule. Ce sera pour les générations futures un problème à résoudre lorsqu'elles apprendront qu'il a existé des peuples chez lesquels la crainte du ridicule faisait taire la peur de la mort. La cause de cette étrange anomalie est dans les mœurs; et les mœurs des nations dépendant d'une telle multitude de circonstances différentes qu'il n'appartient qu'à l'histoire de les rechercher.

Cette idée, nous l'avouons; si elle honore l'humanité n'est pas faite pour rassurer le philosophe; car, si la crainte seule du ridicule perpétue le duel, il ne faut pas se dissimuler que nous sommes bien éloignés de temps ou il sera banni des sociétés civilisées. Il est tout fois plus facile d'apprivoiser des tigres et des panthères que d'extirper un préjugé généralement répandu. S'il est un objet digne de fixer l'attention des gouvernemens ami de l'humanité, c'est assurément celui-ci. Que de victimes il fait tous les jours! Que d'hommes estimables, que de pères de famille enlevés à la société, à leurs amis, à leurs épouses, à leurs enfans, pour avoir cédé à une trop condamnable faiblesse! Imbus pour la plupart des maximes adoptées chez les nations qu'ils régissent, les législateurs donnent trop peu de soins aux lois sur le duel, sous la verge desquels ils sont exposés à se trouver placés en quittant leurs siéges pour rentrer dans la classe des citoyens. Du moins, nous n'aurons pas le même reproche à faire au corps législatif de l'Etat de la Louisiane, car, il a peut-être au contraire en projet de trop de sévérité les lois relatives au duel; la jury ne peut le méconnaître, répugne à appliquer la peine de mort dans un cas semblable. Non, il faut l'avouer, le duelliste, tout cruel et tout coupable qu'il est, n'est pas criminel à l'égal du lâche assassin qui, au détour d'une rue, plonge un poignard dans le sein du premier passant, pour lui arracher sa bourse, ou pour assouvir la plus exécrable vengeance. Ces deux cas sont trop différens pour que la loi les confonde.

Espérons que notre législature prochaine, satisfera au vœu des citoyens les plus recommandables de cet Etat, et qui forment la majorité de la population, en revisant des lois dont l'application pourra, sinon mettre tout-à-fait un terme à ce déplorable usage du duel, du moins le rendre aussi peu fréquent que nos mœurs le permettent.

NAVIRE AERIEN.

Le navire aérien l'*Aigle* qui a dû partir des champs Elysées (Paris) le 15 août, pour faire sa première excursion dans les champs de l'Espace, est maintenant en France, l'objet de la curiosité générale. Il a été visité par un grand nombre d'amateurs scientifiques, désirant inspecter et connaître cette machine qui doit subjuguer et s'asservir un élément considéré jusqu'à ce jour comme indomptable, et le rendre aussi docile que la vague qui nous conduit de Calais à Douvres. Si cette expérience réussit on peut dire adieu aux spéculations des chemins à coulisses; les bateaux à vapeur mêmes peuvent éteindre le feu de leurs fourneaux à l'aspect d'un ennemi aussi redoutable. Imaginez, lecteurs que seize personnes peuvent, lorsque le système en sera complet, partir de Paris par un beau matin, à une heure raisonnable, arriver agréablement à Gloucester pour y déjeuner et après avoir jeté un coup d'œil rapide sur Londres, s'envoler vers le Nord, passer par dessus tous les lacs, inspecter rapidement les manufactures de Glascow, sans oublier de visiter la Caverne de Rob Roy, et après avoir dîné à Edimbourg s'en retourner tranquillement à Paris dans la soirée.

Tels sont les merveilleux avantages qui résulteront de cette sublime invention. Il y en a d'autres qui seront d'une nature beaucoup plus importante. Elle pourra servir aux enfans trop souvent mutilés et qui veulent éviter la férule paternelle; aux femmes qui sont accablées sous le poids du despotisme maritial; aux amans qui sont forcés par la rigueur de leurs pères à voir leur amour s'exhaler en fumée; surtout et pardessus tout, aux débiteurs, pour échapper à la griffe des huissiers et autres membres de la justice.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que le vau général est de voir les succès couronner cette entreprise, et les inventeurs très amplement récompensés en sein de leurs longs et pénibles travaux.

CONSEIL DE VILLE.

Séance du 11 octobre 1834.

Présents: Le Recorder, MM. Pritchard, Dixon, Mercier, Fréret, Pédesclaux, Mc Crady, Labatut, Montégut et Bermudez.

Le secrétaire donne lecture du procès verbal de l'assemblée précédente.

La lettre suivante du maire est lue:

MAIRIE DE LA NELLE.-ORLEANS.

11 octobre 1834.

MM. le Président et les membres du conseil de ville.

J'ai l'honneur d'informer le conseil que la résolution adoptée dans la séance du 20 septembre dernier, relative à la vente de terre qui se trouve en face de la propriété de M. Fourcade et sur la voie publique, n'a pu être mise à exécution, le particulier se refusant de se soumettre à l'obligation qui lui est imposée de faire blanchir le terrain, dans l'espace de 12 mois. Cette clause me paraît contraire aux intérêts de la corporation, et d'après cette raison je prend la liberté d'inviter le conseil à vouloir bien rapporter toute cette partie de la résolution qui est relative à cette obligation.

Je fais le renvoi au conseil de la série de résolutions passées à sa dernière séance concernant les dépôts de terres du fleuve sur l'emplacement situé entre la rue des Magasins, telle-ci: la Commune, celle de la Levée et celle du Canal. Il ne peut résulter aucun inconvénient de ces dépôts, tant sous le rapport de la salubrité publique que sous tout autre rapport.

Je transmets au conseil une pétition de M. J. Davis. Je transmets également au conseil une lettre de MM. Isaac et fils, concernant l'émission des bons de la ville qui doivent être fournis en paiement des briques pour la construction des nouvelles prisons. Je pense que votre comité des finances devrait être chargé de s'enquérir du terme auquel ces bons devraient être payables à raison des engagements précédents de la corporation, qui sont payables en obligations de cette nature.

Je transmets aussi une lettre de M. Bigot.

Je suis respectueusement, MM.

(Signé) Votre obéissant serviteur.

M. Bermudez présente une résolution à l'effet de relever M. Fourcade de l'obligation qui lui est imposée.

M. Pritchard présente un amendement pour rendre cette proposition générale, vu que M. Fourcade n'était pas le seul auquel cette obligation était imposée. La résolution telle qu'elle est amendée, est adoptée.

Sur la seconde partie de la lettre du maire, M. McCready fait motion que le conseil persiste.

Le conseil persiste unanimement.

La 3ème. article de la lettre du maire étant lu, le secrétaire donne lecture d'une lettre de M. John Davis, demandant qu'il lui soit permis de donner à la Banque des Citoyens, hypothèque *primitive* à celle de la ville, sur son théâtre—accordé.

La 4ème. partie du message étant lue, le secrétaire donne lecture de la lettre de M. Lauren—référée au comité des finances.

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de Mr. Bigot, priant le conseil de lui accorder une somme à l'effet d'encadrer le peinture aux salaute des écoles gratuites.

Mr. Pédesclaux fait motion que cette lettre soit référée à un comité spécial—accordé.

MM. Pédesclaux, Pritchard et Mercier composent le dit comité.

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de la Banque de l'Union, signée Trasee et Morgan, priant le conseil d'accorder une demande faite par Mr. Benson, architecte de la Banque.

Est que la lettre de Mr. Buisson, demandant la permission d'avancer sur la voie publique, deux pilastres de chaque côté de la porte de la nouvelle banque qui doit être construite dans la rue de la Douane.

Est lue une lettre de Francisco Fenis demandant une licence de colporteur gratis—accordée.

Est lue une pétition de Mr. Robert Weaver, demandant la permission de construire un magasin en bois.

Sur motion de Mr. Fréret, cette lettre est déposée sur le bureau.

Est lue une pétition de la Pompe No 2, priant le conseil de mettre une cloche aux environs des rues Dauphine, Bienville, Arthur et St. Antoine.

Mr. Bermudez présente une ordonnance à l'effet d'autoriser le maire à faire placer une pompe dans l'endroit mentionné ci-dessus.

Mr. Mercier—Pourquoi ne m'adressez-vous pas, Mr. le président, de préférence à moi-même?

Mr. *Pédesclaux*—Pourquoi me m'adressez-vous pas, Mr. Mercier?

Mr. *Mercier*—Ce n'est pas dans mon genre. Je propose que la ville soit autorisée à faire fondre la vieille cloche qui est dans le magasin de la ville, et faire faire une autre qui soit beaucoup meilleur marché.

Mr. *Pédesclaux*—Je pense, que pour le moment, la proposition du pétitionnaire est très bonne; ce serait un bon moyen de réveiller quelques individus. Il faudrait mettre beaucoup de bruit pour faire sortir ces gens-là, et ainsi on pourrait leur donner du secours plus promptement.

Mr. *Mercier*—Je croyais qu'une cloche dans les cas d'incendie, était pour donner l'alarme et non pour endormir le quartier. Tout ce que je puis dire c'est que j'ai consulté plusieurs personnes qui m'ont dit qu'on pouvait refondre cette cloche pour une somme d'environ 85 piastres. Je demanderai au membre du 4ème. district, si un tailleur ne fait pas un habit à meilleur marché quand on fournit le drap; de même on diminuant les matériaux, nous n'aurons que la façon à payer.

L'amendement de Mr. Mercier est rejeté.

Mr. *Pédesclaux*—Je désirerais savoir si c'est une clochette que le membre du 4ème. district désire faire placer au faubourg Marigny.

M. *Bermudez*—Je croyais que le maire aurait assez de jugement pour faire mettre une cloche *capable* de remplir le but proposé et qui aurait même *capable* de réveiller le membre du 3e. district.

La motion de M. Bermudez est alors mise aux voix et adoptée.

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de M. Volet qui ne pouvant payer le 3e. quartier de sa licence, demande au Conseil de lui en accorder gratis.

M. *Bermudez*—Je demanderai que cette lettre soit référée à un *comité spécial*.—*Adopté*.

MM. Bermudez, Dixon et McCready, sont nommés du dit comité.

Est lue une lettre de M. L. Montant, gardien de la poudrière, demandant un congé d'absence pour 3 ou 4 mois; il offre Mr. M. Fasin pour remplir sa place—Accordé.

Est lue une lettre de Mme. Fortier—mise à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

Le comité nommé sur la lettre de M. Duplessis, présente un rapport à l'effet d'accorder la demande du pétitionnaire.

M. Fréret demande l'impression et l'ordre du jour pour la séance prochaine.—Adopté.

M. Pédesclaux, président du comité sur la résolution accusant M. D'Hémécourt, d'avoir falsifié un plan présenté un rapport, disant que le comité a entendu les avocats de l'accusé; mais que, néanmoins, le comité demeure *unanimement* convaincu que sur le dit plan, M. D'Hémécourt a présenté comme ouverte, une rue qui ne l'était pas, qu'en outre il a omis des réserves marquées en *encre rouge* sur le plan original.

Le comité ne veut pas se permettre désormais, aucunes remarques et laisse à la sagesse du Conseil à décider sur cette question.

M. Pédesclaux demande l'impression et l'ordre du jour pour la prochaine séance.—Accordé.

M. Bermudez présente la résolution suivante:

Resolu—que, comme le Président de ce comité était préjugé d'avance contre M. D'Hémécourt et avait une opinion formée sur cette question; que le Conseil se forme, mardi 14 du courant, en un comité général pour entendre les avocats de M. D'Hémécourt.

Mr. Labatut *présente une résolution, portant en substance* que si M. D'Hémécourt, ne se conforme pas à l'avenir, aux ordonnances du Conseil, il soit destitué de sa charge.

Mr. le président, nous avions mandé Mr. d'Hémécourt chez Mr. Caire, mardi dernier, il ne s'y est pas rendu. J'ai vu dans les gazettes, certains articles dont Mr. d'Hémécourt s'est déclaré l'auteur. Il a été mandé devant un comité, il n'est pas comparu. L'article 466 ordonne aux députés voyers de faire un rapport journalier au voyer de la ville, Mr. d'Hémécourt ne l'a jamais fait. S'il l'eut fait, encore dernièrement Mr. Pilié n'aurait pas été obligé d'ordonner qu'on démolit une maison dont l'alignement avait été donné par Mr. d'Hémécourt et qui empiétait sur la voie publique. Je crois cette résolution d'une grande importance et j'en demande l'adoption.

Mr. Labatut propose ensuite de rendre cette résolution générale pour tous les députés voyers.

Mr. Bermudez demande à ajouter les mots "voyer de la ville" avant les mots députés voyers—adopté.

Mr. *Pédesclaux*, (*souriant*)—Je demande que la résolution de Mr. Bermudez pour entendre Mr. d'Hémécourt mardi, soit déposée sur le bureau.

Mr. Bermudez part d'un éclat de rire et est appelé à l'ordre par le président.

Mr. Pédesclaux—Je déclare Mr. le président, qu'il est faux que j'avais une opinion formée sur cette question. C'est la plus grande *fausseté* qu'on puisse avancer.

Mr. Bermudez interrompt Mr. Pédesclaux qui est interrompu à son tour par Mr. Culbertson. Il s'élève une discussion entre les trois honorables membres; mais comme ils parlaient tous trois ensemble nous n'avons pu recueillir un seul mot de ce qu'ils disaient.

Mr. Labatut met fin à cette discussion en demandant l'ajournement, qui est accordé.

Le conseil s'ajourne à samedi, 18 courant.

EXTERIEUR.

(Correspondance du *Courier and Enquirer de N.-York.*)

ESTELLA, (NAVARRE.) 20 Juillet 1834.

Hier arrivèrent ici le général en chef avec son état major et la première division de l'armée. Ma première lettre vous a dû combien de haine les habitans de toute classe manifestèrent contre nous à notre première arrivée dans cette province. Quand je vous parle d'une réception hostile, je veux vous exprimer les mauvais sentimens que montrent les habitans à l'armée de la reine. Il m'est pénible d'ajouter qu'ils n'éprouvent pas de diminution à mesure que nous avançons dans le pays. Je n'ai vu nulle part tant de résistance. L'union des habitans ne saurait être plus grande pour une cause commune. Les habitans qui favorisent les opinions libérales sont si peu nombreux qu'on peut les compter. Cette ville, la seconde de la Navarre pour la grandeur et l'importance, contient 5000 ames, dont seulement 43 appartiennent à des libéraux. Tout le clergé et tous les membres des municipalités, s'étaient déjà enfuis aux montagnes. La force de Zumalacarregui et de la junte Carliste qui ont fait jouer le personnage de don Carlos par un individu adroit a produit un effet étonnant sur ces peuples aveuglés; ils croient sincèrement que le prince est effectivement venu se mettre à leur tête. Un grand nombre de personnes se sont jointes aux rebelles ces jours derniers, sans qu'un seul individu se soit présenté pour profiter de l'amnistie générale publiée par le général Rodil un moment où il entra avec son armée dans cette province.

Nous sommes aidés la risée des femmes, qui nous disent que la guerre durera tant que la Navarre existera. En effet elles manifestent hautement leurs opinions; il faudrait du tems et une bonne politique pour détruire l'esprit, qui existe dans ce malheureux pays. Zumalacarregui n'est qu'à trois ou quatre lieues de distance de nous, et quoique notre général garde un profond secret *sur toutes ses opérations*, cependant à la vue de la marche des différentes colonnes de l'armée, on peut facilement s'apercevoir que Rodil veut chasser les rebelles de leurs fortes positions dans les montagnes, et les repousser vers les frontières de l'Arragon, où ils seront contraints de se battre ou de se rendre, parce qu'ils auront alors toutes leurs communications coupées avec les villes et les villages de leur province d'où ils tirent constamment leurs provisions.

Rodil a mis presque toute la cavalerie dans les vallées qui s'étendent de Logrono en suivant la rive gauche de l'Ebro, à *Puente de la Reyna* pour empêcher aux rebelles de recevoir du vin et du blé dans cette direction. Cependant on me dit que les montagnes et que les vallées de Benonda et de Bastan, que ces derniers occupent, abondent en bestiaux. Mais les manœuvres de notre armée qui se porte sur ces points, combinées avec les mouvemens des colonnes de Biscaye et de Catalogne, vont leur enlever promptement toutes ces ressources. Cependant l'on croit généralement que les rebelles sont disposés à faire une vigoureuse et longue résistance et que les troupes de la reine sont précisément placées dans cette province dans la situation de celles de France pendant la guerre de l'indépendance en 1808. Le clergé entretient ces mauvais sentimens, et le général s'est vu dans la nécessité de bannir plusieurs prêtres de cette province. Il a pareillement signifié à plusieurs familles d'avoir à quitter cette ville aujourd'hui, pour aller établir leur résidence dans d'autres provinces. L'on ne peut plus se contenter d'employer la clémence pour rétablir l'ordre; les rebelles abusent à la cruauté des mesures basées sur la douceur et la modération. Cette province ne rentrera dans l'obéissance qu'à force d'énergie, de persévérance, d'inflexibilité même dans l'emploi des moyens justes, mais rigoureux que fera le général qui dirige ses opérations. Il faut chasser, transplanter ici clergé, mettre des nouveaux ecclésiastiques, et le remplacer par des évêques et des curés fidèles et instruits. Il ne faut plus ici de demi-mesures; le mal est trop profondément enraciné pour céder à tout autre remède qu'une politique sage et sévère.

Le général Quesada a laissé cette province dans un plus mauvaise condition que lorsqu'il en prit le commandement. C'est le dernier individu que le gouvernement eut dû choisir pour lui donner une place qui ne lui était destinée ni par Dieu ni par les hommes. Il emporte avec lui à force de stupidité et d'ignorance, les malédictions et le mépris des habitans et de l'armée qu'il a rendue indistinctement et inutile. J'aurais voulu passer sous silence la conduite de ce général, mais il a fait tant de mal à la cause de la reine dans ce pays par sa partialité, son ignorance, sa violence de ses procédés, que le remède ne peut y appliquer qu'avec beaucoup de difficulté. J'avais presqu'oublié de vous dire que le prétendu don Carlos a envoyé à la date du 16, de son palais d'Elante, l'ordre à Rodil et à tous les généraux et officiers commandant les troupes et les garnisons de ces provinces de remettre sur le champ leur personnes, leurs troupes et leurs garnisons à la disposition de leur roi. Cet ordre était contresigné par le comte de Villamar qui s'appelle le ministre de la guerre. Ces stratagèmes et cette impudence n'égalent et n'accréditeront la junte carliste, qui produit l'effet de donner une impulsion momentanée à la cause du prétendant. Le clergé a mis cet événement à profit pour hommer l'esprit de la populace. Il a fait ramasser dans les villes toute la vaisselle d'argent et tous les rideaux pour donner des fêtes au prétendant. Un nègre qui remplit cet l'individu qui en joue le personnage, sous le nom de Charles V. Les uns veulent que ce soit le célèbre comte d'Espagne, d'autres un neveu du comte, d'autres un créole indien autochtone. Quoiqu'il en soit, ce plan trompe pour un instant, entretient l'esprit de résistance, et alimente le feu de la révolte. Je crains bien que cette dernière ne s'apaise qu'à force de répandre du sang.

Je vous entretiendrai de mes ultérieures opérations, je vous prie de ne jamais me mettre plus au fait de la paix. Votre ami.

Le *Prince de Rohan*, du 24 juillet, publie une lettre d'Alexandrie, (16 juin,) qui contient des détails affreux sur une révolte qui a éclaté dans les montagnes d'Arabie contre l'autorité du vice-roi d'Egypte.

Il est arrivé ici cette lettre, au consulat autrichien d'Alexandrie, un courrier expédié par le consul de la même nation à Jaffa, et portant de la nouvelle, que le soulèvement du mont Liban, s'est étendue au loin et a pris un aspect terrible, il y a eu des saccagemens, des massacres et toutes les horreurs de l'anarchie.

On dit que 4,000 soldats égyptiens ont péri; qu'Ibrahim Pacha est bloqué dans un fort. Le consul autrichien de Jaffa demande avec instance qu'il lui soit expédié un bâtiment européen, pour y sauver les femmes, s'il est possible.

Des lettres de Constantinople, annoncent que le sultan ne veut plus accorder de firmans à de nouveaux vaisseaux pour passer les Dardanelles.

Les détails suivans sont extraits du Journal de Liverpool, sous la date du 18 août.

"Nous anticipons sur les événemens futurs, mercredi dernier Mr. Samuel Walley, a brisé les vitres en ce qui regarde la Chambre *incurable des Lords*, en donnant connaissance qu'il fera à la prochaine session, une proposition tendant à abolir l'hérédité de la Pairie. Il est probable que lorsque ce bill sera présenté, il ne passera pas; les grandes mesures ont toujours été rejetées à leur première lecture. L'abolition de la Traite des Noirs, l'émancipation des catholiques, la réforme parlementaire, la liberté du commerce de l'Inde, tous ces bills ont toujours été repoussés à leur première introduction; mais (avec le tems on vient à bout de tout,) et tous sont enfin sortis triomphants. Rendons donc grâces à ces délais, en supposant que l'abolition de l'hérédité de la Pairie n'ait pas lieu, il sera toujours avantageux d'agiter cette question, la conduite des lords ne sera plus suspectée et ce sera une leçon profitable s'ils ne sont en démence complète.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Missouri, Burchett, Havre; Perret & Gally
Brick Ella, Cole, Philadelphie, T Toby & co
Goel. Josefa, Derantes, Matamoras, E J Forstall & co capitaine
Goel. Marguerat, Arnet, Mobile, S Fernandez
Goel. Privilego, Sanchez, Tampico,

ARRIVES.

Bateau de remorque Whale, Thomas, des Passes, ayant mis en mer le brick Nahant et la goel. Halcyon, il a amené dans le port le navire paquebot Chester.

Navire Chester, Watson, en 17 jours de Philadelphie.

Bateau à vapeur Bayou Sarah, Mumford, du Bayou Sarah.

Bateau à vapeur *Transport*, Patterson, de Pikeamine.

Bateau à vapeur Fox, Shaw, de Louisville.

Bateau à vapeur Boonslick, Simmons, de l'embouchure de l'Ohio.

Un bateau venant de Lafourche Intérieure, avec du sucre.

Un bateau de la côte, avec 17 boucauts sucre, et 15 barils melasse.

Chambre du Commerce de la Nelle.-Orléans.

COMITE' D'ARBITRAGE POUR LE MOIS OCT.

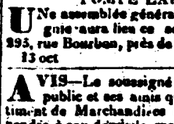
Messrs. W C Myine, Nathan Morgan
John Martin, J N Nivin.
Theodore Nicolet, S W Oakey.
R. O. Pritchard.

COMITE' D'APPELS:

M. Thos. Urquhart, *Président.*
Messrs. J. S. Peters, et J. B. Byrne, *Vice-Présidents*
Messrs. James Dick, A. Quertier.
W. L. Hodge, A. Fisk.
H. C. Cammack, et W. Bogart.

Par ordre de la Chambre,
8 oct Chs. BRIGGS, secrétaire

POUR LA HAVANE.



Le brick espagnol ALEJANDRO, (paquebot No. 1,) capit. Rafael Granados, recevra du fret et des passagers. S'adresser au capitaine à bord.

13 oct—3

MAIRIE DE LA NLLE.-ORLEANS.

LE cours de la farine fraîche est aujourd'hui à $5,75 par baril; d'après le tarif, les boulangers doivent donner pendant la semaine prochaine, (à partir d'aujourd'hui) 43 onces de pain pour un escalin. Les pains de 3 pour un escalin devront peser 25 pour cent de plus. 13 oct

AVIS—Toutes personnes ayant des réclamations à faire, ou comme héritiers de François Duval, homme de couleur libre, décédé en 1814, ou en toute autre qualité que ce soit, sur un terrain situé au faubourg Trémé, en cette ville, à l'encoignure des rues St. Claude et Ste. Julie, ayant, mesure française, 30 pieds de face à la rue St. Claude, et 140 pieds sur la rue Ste. Julie, et maintenant appartenant à M. Félix Pinson, qui l'a acheté des héritiers dédit François Duval, voudront bien s'adresser, d'ici au 1er. novembre prochain, à M. Félix Pinson, qui vous dira bien prendre connaissances desdites réclamations.

13 oct—8,1ps

EAU FRAICHE DE SARATOGA—Reçue par le navire Alabama, de New-York, et, à vendre par le soussigné.

13 oct—1s A. RAECH.

POMPE LAFAYETTE, No. 3.

UNe assemblée générale des membres de cette compagnie aura lieu ce soir à 5 heures précises, au No. 295, rue Bourbon, près de l'Esplanade. Par ordre,

13 oct S. PIGEON, sect.

AVIS—Le soussigné arrivant de France, prévient le public et ses amis qu'il a apporté avec lui un assortiment de Marchandises les mieux choisies, qu'il offre à vendre à son domicile, rue Royale, vis-à-vis la Banque de l'Etat.

13 oct—3 J. SOULET.

CAFE DES CITOYENS.

LES soussignés ont l'honneur d'annoncer à leurs connaissances et au public, qu'à compter de 15 octobre courant, on trouvera dans leur établissement, de café, chocolat et thé, préparés et servis avec propreté et diligence.

Il ne négligeront rien pour mériter le patronage de leurs amis et du public.

13 oct—[illegible] BEAUSSIER & PASCALET.

IL a été pris des mains d'un nègre UN BILLET de vingt piastres. Le propriétaire pourra le réclamer en désignant le billet, et en payant les frais de cet avis.

Ve. KOKERNOT & FILS.

13 oct—3,3ps encoig. Toulouse et Levée.

DRAYS, Charrettes, Rouets, Brouettes, &c., vont tamment à vendre par

TOURNE & BECKWITH,

13 oct No. 29, rue Poydras.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de la paroisse pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans—Présent Thos. Charles Maurian juge—No. 7745.—John Thorne contre ses créanciers et les créanciers de Kerr Thorne & co.—La cession de propriété par le pétitionnaire est acceptée par la cour pour le bénéfice des créanciers dit pétitionnaire et de Kerr Thorne & co.; il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu en l'étude de B. Cénas, notaire public, le lundi, 20 octobre courant, pour délibérer sur les affaires des insolvables, et en même temps toutes poursuites contre leurs personnes et propriétés sont suspendues.

Bureau du Greffier, 9 octobre 1834.

13 oct—3 J. OLLIE, député greffier

LES soussignés reçoivent par le navire Alabama et offrent à vendre à des prix modérés, un assortiment de

Draps en couleur, Tartalanes, Rubans satin ailantis, Schalls et Fichus nouveaux, Chaussons et Bas de laine noirs et en couleur, id. de coton, dos de soie, Mérinos anglais, Foulards pour robes et pour mouchoirs, Cravattes noires en gros de naple et en satin, Schalls Mérinos, 2 4; Gros de Naple et Gros de Berlin noirs, unis, brochés et moirés, Ouvrés pour serviettes, do. pour nappes, Fil en couleur, Indiennes françaises et anglaises, Mousselines blanches pour robes et pour meubles, Cotonnade de toute espèce, Palatines diverses, et une quantité d'autres articles.

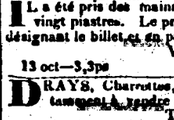
13 oct BORDERES FRERES, Rue de Chartres, No. 71.

Bureau de la Cour, 11 octobre 1834.

LES actionnaires de la compagnie des Architectes de la Ville de la Nouvelle-Orléans, sont prévenus que l'élection annuelle de cinq directeurs de la dite compagnie, aura lieu au bureau de la Direction, à la prairie à vapeur de la Levée, le lundi 20 octobre courant, depuis 9 heures du matin, jusqu'à deux heures après-midi.

Par ordre de la Direction,

13 oct SOMMEREAU, sect.



UN hab